

# cinésuisse

Dachverband der Schweizerischen Film- und Audiovisionsbranche  
Association faitière de la branche suisse du cinéma et de l'audiovisuel

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **OUI à un marché du film moderne et à une Suisse compétitive NON au référendum contre la révision de la loi sur le cinéma**

**Cinésuisse, l'organisation faitière de l'industrie cinématographique et audiovisuelle suisse, se réjouit de la décision claire du Parlement en faveur d'une obligation d'investissement de 4% pour les fournisseurs de films. Le référendum contre les investissements dans le cinéma indépendant suisse, lancé par divers jeunes partis, est peu crédible et hypocrite. Cinésuisse s'engage en faveur d'une industrie cinématographique suisse durable et innovante et de ses cinéastes, et avance de bons arguments à cet égard.**

Les votes finaux au Conseil national et au Conseil des Etats ont abouti à un engagement clair en faveur d'une obligation d'investissement de 4% pour les fournisseurs de films. C'est un oui à l'égalité des chances pour les cinéastes suisses, un oui au renforcement de notre industrie culturelle et un oui à une Suisse qui veut - et peut - être compétitive au niveau international. C'est pourquoi une nette majorité du Parlement a décidé que les plateformes en ligne devraient investir un petit montant de 4 % des recettes brutes générées en Suisse dans des projets de films et des tournages qui ont lieu ici. C'est judicieux, cela permet de conserver les parts de bénéfices en Suisse et de faire en sorte que la Suisse ne mène plus une existence insulaire dans le domaine du cinéma.

#### **Contre le marché et la création indigène : Une erreur évidente**

Cinésuisse a convaincu le Parlement avec de bons arguments : Une proportion raisonnable des bénéfices réalisés en Suisse doit être réinvestie en Suisse, car les entreprises internationales ne doivent pas transférer à l'étranger tout l'argent qu'elles gagnent ici - comme c'est le cas aujourd'hui. La Suisse, avec son pouvoir d'achat élevé, est attractive pour le streaming international, et les prix des abonnements sont beaucoup plus élevés que dans la plupart des pays européens. Sans obligation, l'industrie cinématographique suisse perdra progressivement de son importance au niveau international.

Matthias Aebischer, président de Cinésuisse et conseiller national (PS, BE) déclare : «Un référendum contre ce projet de loi est une contrainte. Des politiciens jeunes et libéraux agissent de concert avec des entreprises suisses contre plus de marché et contre les intérêts des cinéastes suisses ; ils poussent les entreprises internationales à faire encore plus de profits : tout cela est difficilement compréhensible. Les arguments des chefs de file du référendum semblent inventés. Elles sont très farfelues.»

Cinésuisse le souligne : la révision de la loi n'ignore pas les consommateurs ni les besoins des jeunes - d'autant plus que ces besoins sont très larges. La loi révisée sur le cinéma crée un nouveau point de départ qui permettra la réalisation de films plus larges, plus innovants et plus diversifiés. En outre, il est très peu objectif de prétendre que la révision doit être abandonnée parce que les abonnements pourraient devenir plus chers. Il n'y a ni indication ni annonce à cet effet. Il y a une bonne raison à cela : il n'y a pas de coûts supplémentaires qui pourraient être répercutés sur les consommateurs ! Toute personne qui propose des films doit également acheter ou coproduire des films. C'est le modèle économique des fournisseurs. Si la Suisse devient le pays de production de certains de ces films, il n'y aura pas de coûts supplémentaires.

**Le cinéma suisse : International, compétitif, diversifié**

Mais on observe également un déplacement du cinéma international vers la Suisse. Il s'agit d'une part de films suisses, mais aussi de coproductions internationales auxquelles participent des entreprises suisses. Ainsi, une partie de la valeur ajoutée revient à la Suisse et au marché cinématographique suisse ; les œuvres ainsi créées feront à leur tour partie d'une offre cinématographique internationale à laquelle la Suisse n'a pratiquement pas participé jusqu'à présent. «Combattre cette opportunité est extrêmement peu perspicace et indigne de confiance. Il n'est en aucun cas libéral», déclare M. Aebischer. «Cinésuisse défend un marché du film suisse moderne qui, grâce à des investissements, fonctionne aussi comme un marché et apporte plus de bons films à tous les consommateurs».

Pour les demandes de renseignements :

Matthias Aebischer, président de Cinésuisse, [matthias.aebischer@parl.ch](mailto:matthias.aebischer@parl.ch), +41 79 607 17 30